

**SDEG 16**

308, rue de Basseau  
16021 ANGOULEME Cedex  
Téléphone : 05 45 67 35 00  
Télécopie : 05 45 67 35 20  
E-mail : sdeg16@sdeg16.fr  
Site internet : www.sdeg16.fr



**Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz  
de la Charente**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
n°2025349CS0407**

**Comité Syndical du 15 décembre 2025**

**Date de convocation : 2 décembre 2025**

**Date d'affichage : 16 décembre 2025**

**OBJET : Accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents relatifs aux travaux du SDEG 16.**

L'an deux mille vingt-cinq, le quinze du mois de décembre à 9 heures 30, le Comité Syndical s'est réuni à l'Espace Paul Dambier, rue des Bouvreuils à Champniers, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel BOLVIN, Président.

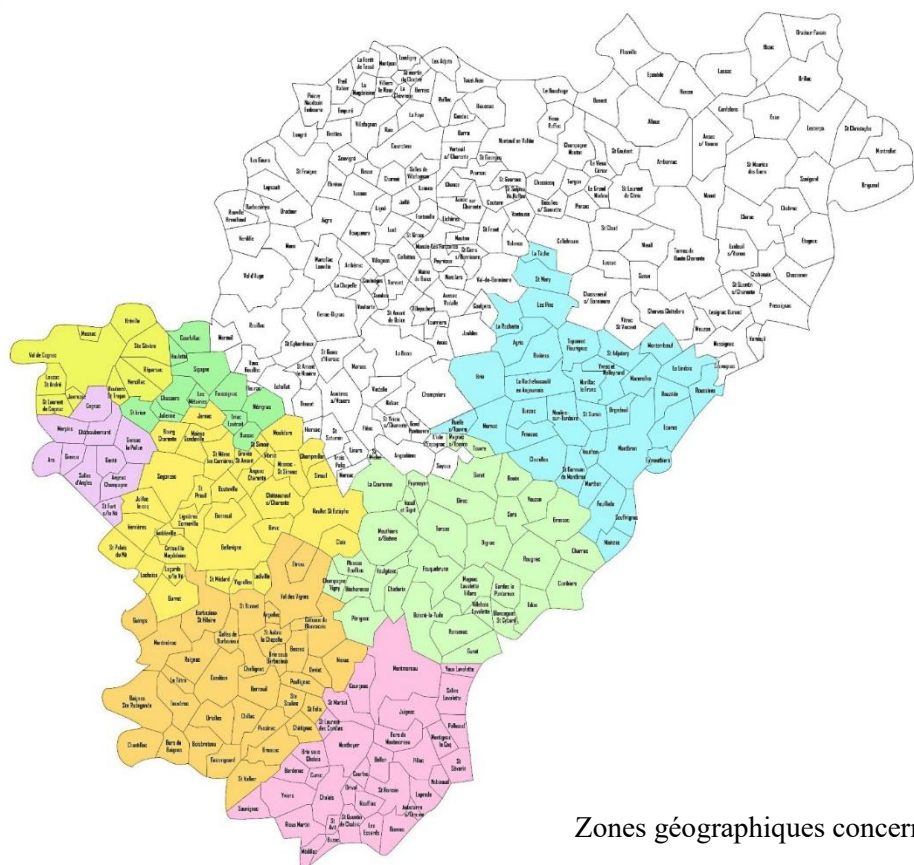
Nombre total de délégués : .....	74
Quorum : .....	38
Nombre de délégués présents au moment du vote : .....	48
Nombre de procurations au moment du vote : .....	3

**Le Président demande** à Madame Laure GAUTHIER, Directrice Générale des Services du SDEG 16, de présenter ce point de l'ordre du jour.

**Laure GAUTHIER expose :**

- Que trois accords-cadres (marchés de travaux) arrivent à leur terme au 31 décembre 2026.
  - 4 lots géographiques (composés de 2 lots de 34 Communes, 1 lot de 32 Communes et 1 lot de 31 Communes) : délibération n°2022158CS0208 du Comité Syndical du 7 juin 2022.

- 3 lots géographiques (composés de 2 lots de 10 Communes et 1 lot de 11 Communes) : délibération n°2023346CS0507 du Comité Syndical du 12 décembre 2023.
- 1 lot géographique (composé de 32 Communes) : délibération n°2024169CS0208 du Comité Syndical du 17 juin 2024.



Zones géographiques concernées

- Qu'il conviendrait donc de procéder à un nouvel accord-cadre pour ces secteurs géographiques.
- Que conformément aux articles L.5211-2 et L.2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) :  
*« La délibération du conseil municipal chargeant le maire de souscrire un marché déterminé peut être prise avant l'engagement de la procédure de passation de ce marché ».*
- Que cette délibération doit impérativement comprendre la définition du besoin à satisfaire ainsi que le montant prévisionnel du marché à passer.
- Qu'ainsi, les caractéristiques de l'accord-cadre et de ses conditions de passation sont les suivantes :

Intitulé du marché :

Accord-cadre de travaux – 2027.

Procédure envisagée - type de marché :

La consultation sera lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert passé conformément à l'article L.2124-2 du code de la commande publique.

L'accord-cadre sera à bons de commande dans les conditions précisées aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP.

Forme de l'accord-cadre : accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents

L'accord-cadre est mono-attributaire et donne lieu à l'émission de bons de commande et, de manière plus ponctuelle, à l'attribution de marchés subséquents.

Définition du besoin :

L'accord-cadre concerne les travaux sur :

- les réseaux publics de distribution d'électricité de tension inférieure à 50 kV : travaux aériens, sur façades et souterrains de branchements, de raccordements, d'extensions, de renforcement, de sécurisation, d'effacement et de renouvellement
- l'éclairage public, les installations sportives, les guirlandes, motifs lumineux, les mises en lumière et signalisation : travaux neufs, de rénovation, d'entretien et d'astreinte
- les communications électroniques : travaux d'infrastructures
- les réseaux publics de distribution de gaz (naturel ou propane) : travaux de branchements, d'extensions, de renforcement et de renouvellement.

Montant du marché - coût estimatif des travaux :

Le montant maximum de l'accord-cadre, pour l'ensemble des lots, est fixé à **31 000 000 euros HT** sur la durée totale de l'accord-cadre.

Le montant maximum de l'accord-cadre sur sa durée totale, est fixé pour chaque lot de la façon suivante :

- 1<sup>er</sup> lot : 11 000 000 euros HT.
- 2<sup>ème</sup> lot : 11 000 000 euros HT.
- 3<sup>ème</sup> lot : 9 000 000 euros HT.

Le montant prévisionnel sera mentionné dans les documents de la consultation mais n'engage pas le SDEG 16.

Il n'est pas prévu de montant minimum de commandes.

Durée du marché :

L'accord-cadre est conclu pour une durée de trois ans débutant du 1<sup>er</sup> janvier 2027 jusqu'au 31 décembre 2029.

L'accord-cadre pourra, sur décision expresse du SDEG 16, être reconduit pour une durée maximale de douze (12) mois.

Division en lots - allotissement :

L'accord-cadre est composé en 3 lots géographiques.

- Le 1<sup>er</sup> lot est composé de 70 Communes.
- Le 2<sup>ème</sup> lot est composé de 70 Communes.
- Le 3<sup>ème</sup> lot est composé de 56 Communes.

**Le Président précise :**

- Qu'il appartient au Comité Syndical d'en débattre, d'en délibérer et, si sa décision est favorable, de donner pouvoir au Président pour prendre toutes les décisions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la délibération.

**Après en avoir débattu et délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité, par :**

**51 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention**

**autorise le président à :**

- **Engager** la procédure d'appel d'offres ouvert conforme aux caractéristiques précitées,
- **Prendre toute décision concernant** la préparation et la passation de la procédure d'appel d'offres ouvert conforme aux caractéristiques précitées et destinée à la conclusion de l'accord-cadre,
- **Signer** le ou les marchés à intervenir,
- **Signer** l'accord-cadre ainsi que le ou les marchés subséquents et bons de commandes qui pourraient devoir être conclus et notifiés,
- **Prendre toute décision concernant** l'exécution et le règlement de cet accord-cadre et bons de commandes ainsi que toute décision concernant ses avenants,
- **Signer** toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la délibération,
- **Décide d'inscrire** les sommes nécessaires au budget,
- **Donne pouvoir** au Président pour prendre toutes les décisions, accomplir toutes les formalités et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

*En application des articles L. 5721-4 et L. 3131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent acte est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication « ou affichage » et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.*

*La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif Poitiers, 15 rue Blossac - CS 80541 86020 Poitiers Cedex, ou par l'application Télérecours Citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Un recours administratif préalable peut être exercé dans le même délai.*